

# Rapport sur le travail dans le monde 2013

Restaurer le tissu économique et social

## Résumé

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL  
INSTITUT INTERNATIONAL D'ETUDES SOCIALES



# Restaurer le tissu économique et social

## La situation du marché du travail et des revenus est inégale...

Les perspectives sociales et d'emploi varient considérablement d'un pays à l'autre et à l'intérieur d'un même pays. Au cours des trois dernières années, la majorité des économies émergentes ou en développement ont affiché un bilan positif de l'emploi (chapitre 1). En outre, elles ont réussi à réduire quelque peu les inégalités de revenus – quoique partant de niveaux relativement élevés. Il en résulte un élargissement des classes moyennes, avec des progrès particulièrement encourageants dans certains pays d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que dans plusieurs régions d'Asie et pays d'Afrique subsaharienne.

La situation qui prévaut dans les économies avancées est cependant plus complexe. Suite à la crise financière mondiale qui a éclaté en 2008, certaines économies avancées ont pu retrouver une partie des emplois perdus. Ce fut particulièrement le cas en Australie, au Canada, en Nouvelle-Zélande et en République de Corée. Plus récemment, des signes encourageants de reprise ont également été observés aux Etats-Unis et au Japon. L'Europe a contrario reste confrontée à des défis considérables et, à maints égards, ses perspectives sociales et de marché du travail continuent de se détériorer.

Au rythme actuel, le chômage mondial devrait approcher les 208 millions en 2015, contre 200 millions aujourd'hui. Les déséquilibres chroniques du marché du travail – comme le haut niveau d'informalité sur le marché du travail dans les pays en développement et le chômage de longue durée dans les économies avancées – demeureront très prononcés.

Ce rapport met en lumière le rôle crucial de politiques sociales et d'emploi bien conçues, autant pour consolider les gains d'emploi là où une reprise est en cours que pour donner le coup d'envoi à la création d'emplois dans les pays encore gravement affectés par la crise.

### **... mais peut s'améliorer en confortant le processus de rééquilibrage dans les pays émergents ou en développement...**

Les pays qui sont déjà engagés sur la voie d'une reprise de l'emploi ont tout intérêt à continuer de mettre en œuvre une protection sociale soigneusement conçue pour stimuler les revenus du travail. La réussite de beaucoup de ces pays tient à leurs initiatives en vue d'un processus de rééquilibrage qui favorise les sources intérieures de croissance. Ils devront impérativement redoubler d'efforts pour conforter les progrès accomplis à ce jour parce que les exportations vers les économies avancées ne sont plus le moteur puissant qu'elles ont été au cours des vingt années précédant la crise mondiale. L'investissement dans de grands projets d'infrastructure, des mesures visant à faciliter la transition vers l'emploi formel et à étendre une protection sociale bien conçue, ainsi que des salaires minimaux contribueraient à la réalisation de cet objectif. Ces politiques ne vont pas seulement relancer la croissance aujourd'hui mais elles vont aussi consolider l'émergence d'une vaste classe moyenne, toujours plus nombreuse – qui est indispensable pour garantir une croissance économique réellement autonome (chapitre 2). Si elles sont soigneusement élaborées, elles pourront aussi contribuer à lutter contre le sous-emploi qui est encore très répandu dans la plupart des pays en développement.

Le rapport accorde une attention particulière au rôle que jouent des salaires minimaux déterminés avec soin (chapitre 3). Près de la moitié des 151 pays pour lesquels nous disposons d'informations ne disposent pas d'un système universel de salaire minimum. Là où une législation relative au salaire minimum existe, une action énergique est souvent nécessaire pour en améliorer le respect.

Des systèmes de salaire minimum bien conçus peuvent constituer un véritable socle de revenus pour les travailleurs formels et informels. Ils peuvent aussi inciter à débloquer le piège de la faible productivité et, associés à des socles de protection sociale, contribuer à améliorer les capacités d'action des hommes et des femmes qui touchent de bas revenus. Pourtant, à l'heure où l'embauche tourne au ralenti, le niveau du salaire minimum doit être fixé avec prudence: il doit être contraignant sans faire obstacle à la création d'emplois formels. Trop bas, il réduit la pertinence du système, trop élevé il fait courir le risque que les entreprises refusent de s'y conformer. A noter que le rapport insiste sur la nécessité de revalorisations régulières et de l'engagement des organisations d'employeurs et de travailleurs dans le processus de détermination du salaire minimum afin de démultiplier les bienfaits du salaire minimum et de s'assurer qu'il ouvre la voie à la création d'emplois décents.

### **... et en trouvant le bon équilibre entre les objectifs macroéconomiques et l'emploi dans les économies avancées.**

Dans les économies avancées, l'enjeu est de stimuler la création d'emplois tout en s'attaquant aux déséquilibres macroéconomiques. Les deux objectifs sont corrélés. L'augmentation du nombre de chômeurs de longue durée et d'enfants pauvres engendre des coûts économiques et sociaux considérables, compliquant la réalisation des objectifs macroéconomiques. De même, les conditions drastiques du crédit et les faibles perspectives de demande, associées à un fort chômage, se répercutent de manière négative sur l'investissement productif, surtout parmi les petites entreprises, qui représentent généralement une part considérable de l'emploi (chapitre 4). Par ricochet, cela pèse sur le potentiel de croissance, ainsi que sur la capacité des Etats à rembourser leur dette.

Un meilleur équilibre entre emploi et autres objectifs macroéconomiques est dès lors indispensable pour instaurer une reprise durable et inclusive. Premièrement, cela signifie qu'il faut adopter un rythme approprié pour prendre les mesures d'assainissement budgétaire là où elles sont nécessaires et accorder davantage d'attention à l'impact des différentes politiques macroéconomiques sur le plan social et de l'emploi (chapitre 5). Du point de vue des dépenses, il est vital de maintenir et de renforcer les politiques sociales et de marché du travail. Du point de vue des revenus, un élargissement de l'assiette fiscale – pour ne pas peser de manière disproportionnée sur le travail et l'investissement productif – et plus de détermination dans la lutte contre l'évasion fiscale contribueraient à sécuriser des financements supplémentaires. Certains pays qui ont été fortement affectés par la crise financière – notamment les Etats-Unis et, plus récemment, le Japon – ont avancé dans cette voie. L'expérience des pays nordiques dans les années 1990 en est aussi un excellent exemple.

Deuxièmement, agir rapidement pour remédier aux insuffisances qui perdurent dans le système financier pourrait être fondamental pour appuyer la réalisation des objectifs macroéconomiques et d'emploi. Un obstacle essentiel à l'investissement productif réside dans l'incapacité des systèmes financiers à jouer leur rôle dans la distribution du crédit, ce qui pose surtout problème aux petites entreprises. Le chapitre 4 illustre les liens entre les problèmes de crédit, l'investissement et le travail décent. Il préconise aussi des mesures politiques et réglementaires pour améliorer le fonctionnement de la finance dans un sens plus favorable à l'emploi. Ainsi, sur les 30 pays pour lesquels nous disposons d'informations, seuls 10 ont mis en place des dispositions pour réguler les risques systémiques.

### **Les progrès vers la réduction des inégalités économiques et sociales vont préparer le terrain pour une reprise durable.**

Les inégalités économiques et sociales demeurent élevées, voire augmentent, dans la plupart des régions. Cette situation affecte les perspectives de reprise à long terme.

D'un point de vue économique, les indicateurs montrent que les profits et les marchés boursiers se sont redressés dans une majorité de pays. Les excédents de trésorerie au bilan des plus grandes entreprises ont atteint 5000 milliards de dollars dans les économies avancées et 1400 milliards de dollars dans les pays émergents ou en développement, dépassant dans les deux cas les niveaux atteints avant la crise. La rémunération des dirigeants est également en hausse, après une courte pause dans la période qui a immédiatement suivi la crise. Dès lors, le principal défi consiste à transformer les profits en investissement productif, surtout dans les économies avancées. En matière d'investissement, les initiatives des pouvoirs publics qui stimulent les investissements privés, les mesures fiscales et l'accélération des réformes financières pourraient être utiles. Mais s'assurer que les revenus du travail progressent au même rythme que les gains de productivité pourrait aussi contribuer de manière significative à la relance de l'investissement productif.

Le fossé s'élargit entre petites et grandes entreprises. La situation des petites entreprises s'est dégradée vis-à-vis des plus grandes. La pérennité des petites entreprises dépend pour une large part du financement bancaire et elles ne peuvent pas bénéficier pleinement de la mondialisation au même titre que les grandes entreprises. C'est un problème qui requiert plus d'attention dans l'élaboration des politiques.

Le tissu social a pâti des écarts de revenus croissants et persistants entre riches et pauvres. Des progrès ont été accomplis dans bon nombre de pays émergents ou en développement mais de nouveaux efforts devront être déployés pour consolider ces acquis. Parallèlement, les inégalités de revenus se creusent dans les économies avancées, en Europe centrale et orientale et dans plusieurs pays arabes.

Presque partout, les jeunes et les femmes ont du mal à trouver des emplois qui correspondent à leurs compétences et à leurs aspirations. Il est vital que les avancées spectaculaires enregistrées ces dernières années quant au niveau d'instruction s'accompagnent des offres de travail décent correspondantes pour les jeunes. C'est un enjeu mondial majeur pour les années à venir. En attendant, le risque de troubles sociaux s'aggrave dans la plupart des régions.

Selon le Pacte mondial pour l'emploi adopté par l'OIT en 2009, la crise mondiale nécessite d'adopter des mesures de redressement à court terme ainsi que des réformes à plus long terme pour remédier aux déséquilibres profonds qui ont conduit à la crise. Quatre ans plus tard, l'expérience nous a appris que les mesures de redressement à court terme sont d'autant plus efficaces qu'elles sont mises en œuvre dans le cadre d'une réforme globale orientée dans le même sens. Ainsi, plusieurs pays d'Amérique latine et d'Asie ont réussi à stimuler la croissance et à lutter contre les inégalités économiques et sociales.

S'acheminer vers ce rééquilibrage exige de surmonter certains obstacles: les questions de répartition des revenus, la croyance bien ancrée que l'intervention des pouvoirs publics aura un effet négatif sur la compétitivité et la croissance économique, le manque de coordination politique qui est particulièrement important dans des domaines comme la fiscalité et en période de faible demande globale à l'échelle mondiale. C'est une mission difficile mais nos efforts seront récompensés par un tissu économique et social régénéré.